

« Je me demande pourquoi on organise des élections ! »

MAROC Duel entre les islamistes modérés et le « parti du roi » aux législatives

- ▶ Faut-il continuer l'expérience islamiste, en place depuis 2011 ?
- ▶ Les Marocains votent ce vendredi pour élire leurs députés.
- ▶ Un scrutin avant tout placé sous l'arbitrage du roi, qui conserve l'essentiel du pouvoir.

REPORTAGE

SETTAT

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Affalé sur une chaise près de la grande fenêtre qui donne sur la rue, Ahmed, la quarantaine, sirote un café au lait depuis des heures, le pied posé sur une autre chaise et les sandales par terre. Le téléphone portable rivé à son oreille, il fume cigarette sur cigarette : « Tu m'as promis au moins 500 voix dans ce quartier. Débrouille-toi », crie-t-il à son interlocuteur.

Il racroche et dit aussitôt d'un ton plus calme : « Pour nous, ces élections sont un peu comme la Coupe du monde de football, sauf qu'elles se déroulent tous les cinq ans. C'est une occasion pour se faire un peu d'argent. C'est comme ça. » Né à Settat, une ville de 240.000 habitants entre Casablanca et Marrakech, Ahmed est un chauffeur de « taxi blanc ». Il conduit l'une de ces vieilles Mercedes blanches, datant des années septante, qu'on utilise au Maroc pour le transport en commun des longs trajets. Depuis le lancement de la campagne électorale, le 24 septembre, Ahmed se contente d'un seul aller-retour « Settat-Marrakech », quelque 500 km en tout. L'après-midi, il fait « l'intermédiaire » entre les habitants des quartiers qu'il connaît et l'un des candidats du Parti Authenticité et Modernité (PAM), surnommé le « parti du roi ».

Tracteur ou lampe ?

Fondé en 2008 par Fouad Ali El Himma, le conseiller le plus proche du monarque et son ancien condisciple au collège royal, ce parti, qui a choisi le « trac-

teur » comme symbole électoral, mise beaucoup sur les notables pour faire le plein des voix à Settat, où les islamistes ne sont pas (encore) très bien implantés. Grâce à ses moyens matériels et à la complicité dont il bénéficie auprès des agents locaux, le PAM dispose de la plus grande visibilité dans la ville où ses affiches, barrées du slogan « le changement maintenant », ornent les murs des grandes artères.

Il est environ 13 heures ce vendredi 30 septembre. Face au café, une grande mosquée flamboyante neuve est cernée par des dizaines de mendiants qui attendent vaillamment la sortie des fidèles, sous un soleil de plomb. Près du portail en bois massif de la mosquée, une poignée de marchands ambulants font également le guet en exposant des fruits sur des charrettes à deux roues. Les élections du 7 octobre ? « Je sais qu'il y aura des élections, mais je ne sais pas quand. Peut-être la semaine prochaine », dit l'un des marchands, le regard fixé sur la sortie du lieu de culte, en serrant une vieille casquette autour de la tête.

Les fidèles sont pris d'assaut dès la fin de la prière du vendredi. Une dizaine de militants islamistes du Parti justice et développement (PJD), grand vainqueur des législatives post-Printemps arabe en 2011, surgissent de nulle part et commencent à distribuer quelques affiches sur lesquelles on peut aisément distinguer l'image d'une lampe, le symbole du parti. Habillés en djellabas blanches, ils ont pour la plupart entre 20 et 25 ans. « Nous sommes des bénévoles. On n'est payés par personne pour faire le porte-à-porte. Nous travaillons par conviction », déclare l'un d'eux en arborant un sourire confiant sur un visage presque imberbe. C'est dans un garage transformé en QG, où les tracts sont soigneusement rangés, que les « militants » islamistes se concertent avant de lancer leurs tournées. « Seuls les quartiers populaires nous écoutent et réagissent parfois à notre discours. Dans les villas à la sortie de la ville, les gens

nous snobent et certains nous jettent des regards méprisants », ajoute-t-il.

Le « vizir » n'est plus là

Située au cœur de la région agricole de la Chaouia, le grenier du Maroc, la ville de Settat est tombée dans les oubliettes depuis la mort en 2007 du « fils du pays », Driss Basri, l'ancien ministre de l'Intérieur de Hassan II (1929-1999) et homme fort du régime. Fils d'un gardien de la prison de Settat, Basri y est né et y a effectué ses études avant de rejoindre la faculté de droit de Rabat. D'une vieille bourgade ruralisée dans les années 60/70, Settat est devenue une véritable ville reliée à Casablanca par une demi-heure d'autoroute. Basri voulait en faire à la fois un prolongement de la capitale économique et un passage obligé pour la jet-set casablancaise en route pour un week-end à Marrakech. En 1997, il fait construire sur les hauteurs de la ville, près d'une belle forêt de chêne-liège, l'une des plus grandes universités du royaume : l'université Hassan I^{er}, composée d'une faculté de droit, d'une faculté des sciences et des techniques et, surtout, de l'École nationale de gestion, très convoitée par les rejetons de la bourgeoisie marocaine.

Mais toutes ces réalisations n'ont pas empêché la ville de devenir, neuf ans après la mort du vizir d'Hassan II, parmi les plus pauvres du royaume de son fils Mohammed VI. La plupart des entreprises qui se sont installées du temps de Driss Basri ont déserté la ville, devenue en dix ans le repaire de milliers de paysans fuyant la sécheresse. De 2004 à 2014, le nombre d'habitants de Settat a doublé, passant de 116.500 à 240.000 âmes.

Dans le quartier El-Kheir où beaucoup d'immigrés (en France notamment et en Belgique) avaient construit des maisons pour leur retraite, celles-ci sont aujourd'hui pour la plupart à vendre. « La crise en Europe à partir de 2008 a laminé le pouvoir d'achat de ces immigrés de Settat. Aujourd'hui, ils mettent

en vente ce qu'ils possèdent pour faire face à la détérioration de leur situation matérielle», souligne Jahl Chafii, enseignant à la faculté de droit à Settat.

Une campagne dans les cafés

C'est dans les cafés que l'essentiel de la campagne se déroule, discrètement, via des relations souvent personnalisées. Depuis son retour de Marrakech, Ahmed a déjà contacté une dizaine de personnes qui lui ont promis des centaines de voix. Le fait que son candidat représente le « parti du roi » est un argument fort, mais insuffisant. Il doit faire face à des « électeurs » désabusés,

qui ne cachent plus leur intention de s'abstenir. « Sillonner les rues en faisant du porte-à-porte n'est pas très efficace dans une ville dominée par Mmaline chkara (ceux qui ont l'oseille), reconnaît-il. Les gens ne s'intéressent ni aux programmes ni aux partis. Ce qui les intéresse, ce sont les candidats. Sont-ils riches, capables de dépenser un

maximum d'argent ? C'est ce qui les intéresse », poursuit Ahmed, un peu fataliste.

Dans un « cyber » près du marché central où foisonnent petites boutiques et snacks populaires, Nabil, un jeune étudiant de 24 ans, est devant un poste d'ordinateur depuis des heures. Il vient de remplir deux

formulaire d'immigration, l'un pour les Etats-Unis, l'autre pour le Canada. C'est la troisième fois qu'il tente sa chance de décrocher un visa pour les States. « J'espère que ce sera la bonne. L'Europe, c'est fini : trop de racisme, trop de réfugiés, dit-il en ajustant ses lunettes de soleil. Les élections ? Lorsque j'étais en 1^{re} année à la faculté de droit, j'ai lu que le roi a quasiment tous les pouvoirs au Maroc, ajoute-t-il. Je me demande pourquoi on organise des élections, pourquoi on dépense tant d'argent. J'ai eu ma licence en droit il y a trois ans et mon souhait est d'aller aux Etats-Unis. J'ai un frère là-bas. Oui, pour moi, franchement, ces élections... bof ! » ■

OMAR BROUKSY

partis Des islamistes modérés qui irritent en haut lieu

Arrivé en tête en 2011 dans la foulée du « printemps » arabe local, mais sans majorité absolue, le parti islamiste modéré PJD avait pris les commandes d'un gouvernement de coalition. Or, il pourrait rester la formation dominante. Ce qui déplaît en haut lieu.

« Le PJD irrite le Palais, nous explique Fouad Abdelmoumni, un célèbre militant associatif, car une force absolue comme lui n'aime pas avoir affaire à des partis qui se voudraient autonomes, même s'ils admettent les règles du jeu. Le roi entend garder la main sur tout ce qui est stratégique et ne tolère que ceux qui sont à sa botte. »

Abdellilah Benkirane, Premier ministre sortant, semble en tout cas agacer le roi et sa cour. Car l'homme joue avec les limites. Comme quand il a osé cette affirmation : « Je ne cherche pas à tout prix à m'entendre avec le roi, je ne cherche pas une relation de docilité avec le roi. Ma mère, j'aurais tout fait pour m'entendre avec elle, mais au roi je

dois le respect comme il me doit le respect. »

Comme le dit au site Orient XXI l'historien Maâti Monjib, « la bête noire du régime ce n'est pas le PJD dans sa totalité, mais Benkirane en particulier, parce qu'il a conservé son rôle de leader de l'opposition et a surtout gardé une parole libre. Le roi préfère qu'il ne soit plus le prochain chef du gouvernement. Pour obtenir cette éviction, les conseillers du roi mobilisent au maximum les zones rurales en faveur du PAM, le parti proche du roi ».

Le parti des abstentionnistes

Le PAM ! Cette formation créée par un conseiller du roi en 2007-2008 occupe une place singulière sur l'échiquier marocain, car elle est perçue comme « le parti du roi ». Une étiquette gagnante en zones rurales où les notables qui la représentent restent très influents.

Le duel PJD-PAM sera arbitré par les partis - royalistes - traditionnels, l'Istiqlal ou l'USFP, par exemple, alors que la gauche

radicale tentera une percée et que les islamistes radicaux (et anti-royalistes) de la puissante association Adl wahl Ahsane restent interdits en politique.

Mais le premier parti devrait demeurer celui des abstentionnistes, qui dépassait les 50 % en 2007 comme en 2011. Car, comme le confie Fouad Abdelmoumni, « les gens savent que le pouvoir est prédestiné et se trouve entre les mains du roi. C'est d'ailleurs la monarchie qui a réussi à décrédibiliser les élites politiques, souvent considérées comme pourries et nées par leur seul intérêt personnel. Cela assoit l'autoritarisme et vide les institutions de sens ». ■

BAUDDUIN LOOS



Sous-représentation

La mise en place d'un sys-

tème de quota en 2002 n'y a rien changé : les femmes restent largement sous-représentées au sein du parlement. Les femmes ont fait leur entrée à la Chambre en 1993, avec 2 députés

(1 %). Elles étaient 35 en 2002 (11 %), et 34 en 2007 (10 %). Elles ne sont actuellement que 67, sur 395 députés, plaçant le Maroc au 109^e rang sur 187 selon un classement de l'Union interparlementaire qui regroupe des parlements du monde entier. (afp)